

«Notre pays reste sûr, à condition de ne pas nous montrer naïfs»

Après l'attaque manquée du Thalys, aucune mesure n'est prise en Suisse pour augmenter la sécurité des TGV Lyria. Est-ce raisonnable?

La sécurité doit effectivement être renforcée dans les trains. Ce n'est évidemment pas au personnel des CFF d'assurer cette mission, ce ne sont pas des policiers. Il faut absolument augmenter en revanche la présence de la police ferroviaire, en tout cas sur les grands trains internationaux. Et non pas la supprimer, comme le Conseil fédéral et les CFF semblent avoir envie de le faire. Les trains internationaux, que ce soient les TGV Lyria vers la France ou les convois qui circulent vers l'Italie, présentent les mêmes caractéristiques que les Thalys.

Comment expliquer cette réticence à sécuriser davantage les lignes ferroviaires?

Mon point de vue, c'est que le Conseil fédéral oblige les transports publics à faire le moins de déficit possible, privilégiant les bénéfiques et les dividendes, robant pour ce faire sur le personnel et sur la sécurité. La sécurité pourtant, on le sait, n'a pas de prix. Elle devrait être améliorée également, soit dit en passant, dans les trains intervilles, spécialement le soir, lorsque le personnel ferroviaire n'est pas nombreux. Pas mal d'incidents ont lieu, qui ne doivent évidemment rien au terrorisme, mais tout à l'incivilité.

Que faut-il penser de l'instauration de contrôles aléatoires comme la France envisage de le faire, au risque de tomber dans un contrôle au faciès?

Nous ne devons pas aller jusque-là. Nous sommes quand même en Suisse. Les Français, eux, sont traumatisés parce que depuis quelque temps, on le voit, ils sont frappés partout, et pas seulement dans les trains. Chez nous, ce genre de contrôle des voyageurs ne serait pas accepté.

Et le contrôle systématique des bagages, comme dans l'Eurostar ou les aéroports?

Là aussi, c'est une mesure qui me semble exagérée. On n'est pas encore dans cet état d'esprit chez nous. On pourrait éventuellement l'envisager dans des situations exceptionnelles, lorsqu'il existe de fortes suspicions.

Compter sur une sorte vigilance citoyenne, n'est-ce pas à la fois naïf et dangereux?

Pourquoi ne pas imaginer, dans les trains internationaux en tout cas, un numéro spécial qu'on puisse appeler quand quelque chose de vraiment menaçant ou d'anormal se passe. Mais il ne faut pas que cela vire à la délation. Qu'on tombe dans cet excès qui verrait le citoyen alerter la police dès qu'une tête ne lui revient pas.

Est-il exagéré de dire que les trains représentent aujourd'hui, y compris en Suisse, le maillon faible dans la lutte contre le terrorisme?

Je n'irais pas jusque-là. Disons simplement que la Suisse doit y prendre garde aussi. Ce n'est pas parce que ce sont des trains suisses que rien ne peut arriver.

La nouvelle loi sur le renseignement est-elle un outil suffisant et adapté pour combattre un terrorisme qui semble se diversifier de plus en plus?

On est en pleine révision. Il y a encore quelques divergences avec le Conseil des Etats, mais on s'achemine vers un accord. Cette nouvelle loi peut être d'une aide certaine. Je ne suis pas sûr pourtant qu'elle permettra de détecter systématiquement les terroristes.

Diriez-vous qu'aujourd'hui la Suisse n'est plus un pays sûr, et qu'elle se retrouve menacée par le terrorisme au même titre que ses voisins?

Non, la Suisse demeure un pays sûr. A condition de rester vigilants et ne pas nous montrer naïfs. **MM**



Eric Voruz, conseiller national (PS/VD), membre de la Commission de la politique de sécurité CPS.



Thierry Estier

«Le fait qu'on en parle davantage ne fait qu'accélérer le phénomène. Ils tapent là où ça fait mal et les transports avec peu de contrôles de sécurité sont de bonnes cibles.»



Anne Bérot

«La Suisse à mon avis ne risque guère de devenir une cible, car elle reste discrète et peu visible sur la scène internationale.»



Daniel Gillardy

«Personne n'y pense ici. Mais les extrémistes peuvent être partout. Nous ne sommes à l'abri nulle part.»